

La crise du capitalisme s'approfondit, accablant toujours davantage les masses laborieuses (chômage, misère, remise en cause de tous les droits).

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel, en coopération avec les directions syndicales via le « dialogue social », a engagé une nouvelle phase de l'offensive anti-ouvrière au service du capital : contre-réforme des retraites, budget de guerre contre les travailleurs et la jeunesse.

Il faut tout mettre en œuvre pour briser cette collaboration. C'est la condition pour bloquer l'offensive du gouvernement !

Syrie : contre toute intervention impérialiste ! Ni sur mer, ni sur terre, aucune troupe française !

Après des semaines d'hésitation, Obama a décidé de surseoir à l'intervention militaire en Syrie, renonçant à convoquer le Congrès et se saisissant de la perche tendue par la Russie sur le « contrôle » des armes chimiques syriennes.

Commençons par rappeler une évidence : l'utilisation des armes chimiques n'était, de toute façon, qu'un prétexte. Toute l'histoire - y compris l'histoire récente - nous montre que les puissances impérialistes n'ont jamais eu la moindre hésitation devant les moyens les plus barbares pour défendre leurs intérêts économiques et politiques de par le monde : d'Hiroshima au Napalm au Vietnam, du gazage de l'Iran coorganisé par Saddam Hussein et la CIA durant la guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988 (Saddam Hussein était alors soutenu par les impérialismes US et français) au soutien au gazage des populations kurdes par le même Saddam Hussein, les puissances impérialistes n'ont jamais été étouffées par les scrupules moraux. L'impérialisme français lui-même durant la guerre d'Algérie n'a nullement hésité devant les exterminations de masse, la torture, etc., pour tenter de préserver son empire colonial.

Il ne s'agit pas de cela. Mais de tenter de donner un coup d'arrêt à l'instabilité générale de la région, qui remet en cause gravement l'ordre impérialiste, donc les conditions « normales » du pillage impérialiste. C'est pour les mêmes

raisons, que prenant appui sur la capitulation totale d'Abbas et de la dite « Autorité Palestinienne », l'impérialisme US a mis tout son poids dans la relance des « négociations » sur la Palestine. C'est encore pour les mêmes raisons que l'impérialisme US a vainement tenté de rétablir les conditions d'une alliance contre-révolutionnaire entre l'armée égyptienne qu'il continue de porter à bout de bras - et les Frères musulmans en Égypte. Cette politique rencontre de sérieuses difficultés. Non pas du fait de la mobilisation révolutionnaire des masses : dans le seul pays où celle-ci s'est manifestée avec force, le prolétariat est par ailleurs politiquement paralysé (voir plus bas) ; mais parce que sur le terrain, des forces politiques par ailleurs totalement réactionnaires regimber et font valoir leurs propres intérêts. Ainsi, l'armée égyptienne pour ses propres intérêts politiques et économiques refuse de partager le pouvoir avec les Frères musulmans. Ainsi, l'État sioniste, même s'il constitue toujours et encore la tête de pont de l'impérialisme US au Moyen-Orient, a sa propre logique qui l'a conduit quelques jours après la reprise des « négociations » à se livrer à une grosse provocation en annonçant l'accélération de la colonisation. Ainsi, tant Bachar El Assad en Syrie que le régime iranien défendent leur propre pouvoir et refusent d'obtempérer aux injonctions de l'impérialisme US. Comme l'avait établi Stéphane Just, en particulier dans

Nouvelle Perspective en 1997, l'impérialisme US est dominant mais il n'est pas hégémonique. Il se heurte à des résistances. Tenter de briser ces résistances, frapper Bachar El Assad et par là donner un avertissement sérieux en particulier au pouvoir iranien, tel eût été le but de l'intervention envisagée.

Ces derniers jours, on ne pouvait manquer d'être frappé par le luxe de précautions dont s'entourait Obama. À commencer par la demande de l'aval du Congrès auquel il n'était nullement tenu. Comment expliquer une telle pusillanimité ?

C'est qu'au sein même de la bourgeoisie américaine, on s'interrogeait sur l'efficacité d'une telle intervention. Il s'agissait de rétablir « l'ordre impérialiste ». Mais le résultat n'aurait-il pas été au contraire la démultiplication du chaos, le développement d'une situation encore plus incontrôlable ? Le résultat des dernières interventions impérialistes interroge à cet égard. En Irak, l'intervention n'a pas permis de constituer un État viable et efficace. Le résultat se manifeste avec éclat : attentats meurtriers tous les jours, rébellion quasi ouverte des potentats des différentes régions par rapport à l'État central, potentats qui négocient directement avec les trusts les conditions du pillage du pétrole, conditions qui demeurent problématiques.

Quant aux interventions menées par d'autres puissances impérialistes, le bilan n'est guère plus satisfaisant pour eux. En Libye, le pétrole ne coule plus ; les puits étant paralysés par le blocage organisé par différentes bandes « d'insurgés » d'hier qui entendent bien obtenir leur part du pactole. Et c'est par ces mêmes bandes - hier armées par l'impérialisme - qu'ont transité les armes parvenues aux Islamistes au Mali contre lesquels quelques mois plus tard l'armée française a dû intervenir.

Voilà pourquoi, tant à Washington que dans les capitales des puissances impérialistes, on était très partagé. Le vote négatif du Parlement britannique infligeant un camouflet à

Cameron, le refus clair et net de l'impérialisme allemand de s'engager dans cette affaire en témoignent.

Au bout du compte, il n'y avait vraiment d'enthousiasme pour l'intervention qu'au gouvernement français et en particulier chez Hollande. Il est vrai que l'impérialisme français a des intérêts historiques en Syrie comme au Liban. Il faut rappeler que longtemps l'impérialisme français a été le meilleur ami d'Hafez El Assad, père de Bachar au pouvoir avant lui. Pourtant les mêmes divisions prévalaient dans la bourgeoisie française. L'UMP, qui demeure jusqu'à preuve du contraire le principal parti de l'impérialisme français, incarne ces divisions. Après une déclaration inconsiderée de soutien sans réserve de Copé, l'enthousiasme s'était progressivement rafraîchi. Rien à voir avec l'élan d'union nationale qui avait accompagné l'intervention au Mali. Fillon, un homme qui peut faire valoir des états de service conséquents au service de la bourgeoisie française, a indiqué pourquoi il était contre : *« Il existe un grand danger que l'intervention ne déstabilise le Liban et mette en danger nos troupes dans ce pays. »* Il faut rappeler en effet que l'armée française est présente au Liban dans le cadre de la FINUL.

Au point que Jacob, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, snobant sur ce coup les institutions de la V^e République, avait demandé un vote au Parlement. Ce qui fait que la direction du PS, toute honte bue, s'est dressée en défense des mêmes institutions et des « prérogatives » du Président de la République.

Toujours est-il que le renoncement dans l'immédiat d'Obama fait que voilà Hollande-va-t-en-guerre gros Jean comme devant. La preuve en est que, désormais, Obama traite directement avec la Russie et en dehors de la diplomatie française. Certes, nous savons que l'intervention en Syrie aujourd'hui reportée n'est pas exclue pour l'avenir.

Voilà pourquoi nous réaffirmons : A bas toute intervention de l'impérialisme en Syrie ! Pas une troupe, pas un navire de guerre au large de la Syrie ! Hors du Liban les troupes françaises !

Situation économique : intoxication sur la reprise dans les citadelles impérialistes. La réalité en Europe....

L'incapacité de l'impérialisme - à commencer par le premier d'entre eux, l'impérialisme US - à juguler le chaos politique au Proche et Moyen-Orient - se double d'une impuissance aggravée à maîtriser les développements de la crise économique telle qu'elle a explosé il y a maintenant 5 ans.

Pourtant, depuis le début de l'été, les médias de la bourgeoisie se livrent à un véritable matraquage visant à faire croire à une « reprise » économique dans les pays capitalistes avancés : États-Unis et même Union européenne.

Il s'agit d'une pure opération intoxication, et jusqu'à un certain point, d'auto-intoxicant. S'agissant de l'Union européenne, les éléments chiffrés de reprise de la croissance sont des plus ténus. Ils s'appuient sur un seul trimestre (le deuxième trimestre 2013). Encore faut-il dire que ces chiffres ne témoignent en rien d'une accélération foudroyante : de - 0,3% à plus de 0,3% du premier au deuxième trimestre, de - 0,2 à + 0,5% en France, de + 0,1 à + 0,7% en Allemagne.

Mais il faut ajouter : pour l'essentiel, la dite « croissance » est due à des éléments purement conjoncturels. Ainsi, lorsque le printemps est pourri, de gré ou de force aug-

mente la facture de chauffage, donc la vente des produits d'énergie, ce qui dans les statistiques bourgeoises est comptabilisé comme « croissance ». De même, l'effondrement du marché automobile ne pouvait se poursuivre au même rythme. Le léger redressement des immatriculations n'inaugure en rien un changement durable d'orientation. L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) - un cabinet d'études patronal - le reconnaît lui-même : *« On ne pourra dire que l'économie européenne est véritablement repartie que lorsque l'investissement des entreprises sera de retour et ce n'est pas le cas. »*

Or, cet investissement s'était littéralement effondré en 2012.

La crise de la dette, elle, n'en finit pas de rebondir. Dans le sud de l'Europe, au Portugal, en Espagne, en Grèce, les gouvernements du capital ont beau saigner à blanc le prolétariat, la dette ne cesse d'augmenter en même temps que la récession perdure et s'aggrave : 127% du PIB au Portugal, 160% en Grèce. Ce n'est pas faute, répétons-le, de frapper avec une violence inédite sur les masses. Le budget portugais pour 2014 prévoit 30 000 suppressions de

poste de fonctionnaires, une baisse de 10% du montant des retraites, le passage de l'âge de la retraite de 65 à 66 ans. Quant à la Grèce, elle vient, avec le soutien du PASOK au gouvernement, de décider de « mettre en disponibilité » avant licenciement plus de 12000 fonctionnaires, des milliers d'enseignants.

Rien n'y fait pourtant. La dette continue à enfler, alimentée par des taux d'intérêts repartis à la hausse. Une nouvelle restructuration de la dette grecque est inévitable (c'est-à-dire des non-remboursements de créances) ; la restructuration de la dette portugaise probable.

Les milliards versés dans le puits sans fond des banques au bord de la faillite en constituent une des causes. Après avoir déjà absorbé près de 15 milliards puisés dans les caisses des États français et belge, Dexia, dans le cadre de son démantèlement, s'appête à présenter une nouvelle facture du même ordre. Ce n'est cependant qu'une brouille à côté de la situation des banques espagnoles dopées pendant des décennies aux prêts immobiliers. *Le Monde*

... aux USA et au Japon

Quant aux USA, si la situation y est un peu meilleure - le deuxième trimestre de 2013 indique une progression du PIB de 2,5% en rythme annuel -, c'est d'abord le résultat de la violente offensive contre le prolétariat américain, de la baisse drastique du coût du travail. Les délocalisations internes du Nord au Sud des États-Unis conduisant à une division par deux des salaires des ouvriers américains de l'automobile n'en constituent qu'un exemple. La grève massive des employés des fast-foods, condamnés pour manger à aller quémander les bons alimentaires auprès des organisations caritatives, en constitue une autre illustration.

L'amélioration de la « compétitivité » de l'économie US n'a pas d'autre secret, et l'augmentation des exportations US qui s'en suit, n'en déplaie aux dirigeants syndicaux qui développent le conte de fée selon lequel le meilleur moyen d'assurer la croissance serait l'augmentation des salaires. Cela étant, la croissance US non seulement n'a rien d'irrésistible, mais a une assise totalement vermoulue. La rechute brutale du marché du neuf dans l'immobilier en témoigne. Il n'y a en réalité aucune baisse du nombre de chômeurs. Par ailleurs, les attaques contre les masses se poursuivent à un rythme effréné. Par milliers et milliers, les étudiants américains renoncent à poursuivre leurs études, dans l'incertitude de pouvoir rembourser les énormes emprunts qu'ils ont dû consentir pour payer leurs études. Et à Detroit, l'annonce de la mise en faillite de la ville menace des milliers de fonctionnaires municipaux de li-

du 20 juillet indique : « *Les banques cumulent 169 milliards de créances douteuses, soit plus de 15% du PIB* » et précise : « *Avec une croissance négative ou proche de zéro, un taux de chômage qui s'établit à 27% de la population active... il est logique que le volume des impayés augmente... Quand ils (les chômeurs) épuisent leurs droits, ces derniers sans ressources, finissent par ne plus honorer leurs crédits. Du côté des entreprises, la situation n'est guère plus réjouissante puisque les faillites ont battu des records au premier trimestre... Les analystes estiment que les impayés vont croître jusqu'en 2014... Après avoir obtenu de Bruxelles près de 40 milliards d'euros d'aide, la question est de savoir si le secteur aura besoin de nouvelles injections de capital... « Le secteur a consacré près de 250 milliards d'euros à assainir ses actifs depuis 2007. Un grand ménage a déjà été fait. »* Apparemment, il reste pourtant des emprunts toxiques sous le tapis ! Non seulement il en reste, mais la vérité est que le nombre de ces emprunts irrécouvrables ne cesse d'augmenter.

cenciements, et des milliers de retraités d'interruption du versement de leurs pensions. La consommation intérieure - celle de la bourgeoise et de la petite bourgeoisie - est, quant à elle, largement fondée sur le développement du crédit et la valorisation boursière - par définition purement spéculative, résultat de taux d'intérêts restés au plus bas pendant des mois, bref sur les ingrédients... qui ont conduit préalablement à la catastrophe de 2008. Crédit facile et valorisation boursière sont eux-mêmes, le produit de la politique de la FED jusqu'à ce jour, de l'afflux de liquidités sur le marché, produit du rachat de 85 milliards de dollars par mois de bons du Trésor et de produits hypothécaires.

En la matière, les USA sont toutefois en voie d'être dépassés par le Japon. Le miracle japonais tient tout entier dans la décision du gouvernement d'Abe de faire racheter de manière illimitée des actifs en yens par la Banque centrale japonaise, faisant ainsi baisser artificiellement la monnaie japonaise et stimulant par ce fait les exportations. Il s'agit en fait d'une véritable guerre des monnaies pour accaparer des parts sur le marché mondial. La « relance » ainsi opérée s'est accompagnée d'une véritable frénésie boursière stimulant la consommation. Mais cette politique ne remporte des « succès » provisoires qu'en préparant de plus lourdes catastrophes pour le futur : constitution d'une bulle boursière, développement monstrueux de la dette publique (elle va bien tôt atteindre 250% du PIB), etc.

...et les nouveaux développements de la crise : Inde, Brésil, Turquie, Indonésie....

C'est bien pour tenter de conjurer ce genre de catastrophe que la FED a indiqué envisager de commencer à réduire le débit de la planche à billets. C'est, nous disent les « spécialistes », cette simple annonce qui aurait provoqué le brutal reflux des capitaux de pays dits « émergents » (l'Inde, la Turquie, le Brésil, l'Indonésie). Le fait est que ces pays ont brutalement été atteints conjointement de la même maladie : retrait massif de capitaux, dévaluation considérable de la monnaie (15% pour la roupie indienne par exemple), inflation hors de contrôle en particulier du fait de l'augmentation des biens importés. Et les consé-

quences : augmentation des taux d'intérêt, accélération du déséquilibre de la balance des paiements, aggravation de la dette publique. Évidemment, ce sont les masses qui paient en premier lieu l'addition. L'inflation, l'augmentation du prix des produits alimentaires par exemple précipite des centaines de millions d'Indiens dans la famine. Et dans les cercles du capital financier, on s'inquiète d'une réédition de la crise de 1994. La même fuite des capitaux, le même effondrement de la monnaie au Mexique avaient provoqué une généralisation de la

panique financière, d'abord en l'Amérique latine contrainignant l'impérialisme US à intervenir en urgence...

La fable que tentent de nous servir en guise d'explication les « spécialistes » de l'économie capitaliste qui sévissent dans les colonnes des journaux de la bourgeoisie est la suivante : comme les pays dits « avancés » vont mieux, comme l'accès au crédit risque d'être plus difficile et plus cher du fait de la nouvelle politique de la FED qui s'annonce, les capitaux reviennent dans les pays avancés et donc désertent les dits pays émergents. C'est un mensonge et une mystification. Pour ce qui est de la reprise dans les pays capitalistes avancés, on a vu plus haut ce qu'il en était. Mais la fuite des capitaux de l'Inde, de la Turquie, du Brésil n'est pas due essentiellement aux annonces de la FED ; ou plutôt, les annonces de la FED n'en sont que la cause occasionnelle. La véritable raison est ailleurs : la croissance dans ces pays avait, bien avant les dites annonces sérieusement commencé à fléchir dans la lignée du fléchissement de l'économie chinoise elle-même. Pour ce qui est du Brésil, il faut même dire qu'elle avait cessé d'exister. De 2007 à 2012, la croissance est passée de + 6,1 à 0,9% au Brésil, de +5,5 à +2,5% en Afrique du Sud, de +10,2 à +3,9% en Inde, de +14,2 à +7,8% en Chine. Le rapport avec l'évolution du volume

des exportations est évident : dans la même période d'une année sur l'autre, on passe de + 5,5% à -0,3% au Brésil, de +6,5 à +0,1% en Afrique du Sud, de +18 à +0,9% en Inde, de +19,8 à +5,4% en Chine.

Autrement dit, avec la limitation de la demande des pays capitalistes avancés et de la Chine, la saturation du marché mondial a pour conséquence la décélération des exportations des pays dits émergents. L'économie capitaliste est une réalité mondiale et se révèle à nouveau le caractère inégal et combiné du développement de l'économie capitaliste et de sa crise.

Fondamentalement, les craquements sinistres que laisse entendre l'économie de ces pays nous rappelle le caractère essentiel de cette crise : c'est une crise de surproduction et la crise de surproduction est intrinsèquement liée au système capitaliste lui-même. Voilà pourquoi ces pays, contrairement à la propagande servie par la bourgeoisie, ne sauraient offrir une planche de salut à un mode de production dans l'impasse. Au contraire, l'affaiblissement de la croissance des économies émergentes va constituer un facteur d'aggravation de cette crise de surproduction en raison de leur part prépondérante dans l'augmentation du PIB mondial ces dernières années : en 2012, cette part est évaluée à 80% !

Puissance sociale, faiblesse politique du prolétariat. Un exemple : l'Égypte...

L'approfondissement de la crise du capitalisme, la brutalité des attaques contre les conditions d'existence des masses qu'elle entraîne pose une question brûlante : le prolétariat est-il à même de briser cette offensive et au-delà, de faire prévaloir ses propres solutions politiques, c'est-à-dire de prendre le pouvoir, d'exproprier le capital, d'en finir avec le régime du profit ? Or, il se heurte à ses propres limites politiques. La situation en Égypte est emblématique à cet égard.

Ce sont bien les masses qui ont engagé la mobilisation conduisant au départ de Morsi. Et au départ il y a les puissantes mobilisations ouvrières du printemps dressées contre la politique pro-capitaliste des Frères musulmans, agrémentée de la remise en cause de plus en plus ouverte des libertés démocratiques, de l'islamisation forcée, etc. C'est, appuyé sur ce mouvement du prolétariat, que Tamorod - mouvement à caractère petit-bourgeois - va initier la pétition de destitution de Morsi tout en faisant en sorte d'interdire que le prolétariat apparaisse sous ses propres mots d'ordre, sur ses propres exigences. Le 30 juin, il y a des dizaines de millions de manifestants, mais Tamorod interdit qu'apparaissent dans la manifestation les banderoles des partis, syndicats, délégations ouvrières d'entreprise, bref toute expression propre de la classe ouvrière.

L'armée, dont il faut rappeler qu'elle était intégrée au gouvernement Morsi issu des élections de juin 2012 et pleinement associée à la répression des grèves ouvrières, à l'élaboration de la législation anti-grève notamment, avait commencé à tourner casaque avant le 30 juin. Mais après le 30 juin, elle confirme totalement sa volonté de se débarrasser des Frères musulmans. Elle adresse un ultimatum à Morsi - en fait une mise en demeure de quitter le pouvoir. Pourquoi ? Il faut éviter que Morsi soit chassé par les masses elles-mêmes. Ensuite, l'armée organise la vaste opération visant à demander au « peuple » de lui donner

« mandat » contre le « terrorisme ». Tous les groupes politiques bourgeois (les libéraux, les nassériens) mais aussi la direction de l'EFITU répondent positivement. L'EFITU est le syndicat qui s'est constitué contre l'appareil « syndical » vertical qui, sous la dictature de Mubarak, en était la police dans les entreprises. Pire encore, c'est un membre de sa direction qui devient ministre du travail (par ailleurs membre du parti nassérien).

Les forces qui résistent à l'opération bonapartiste ainsi réalisée sont trop faibles pour empêcher sa réussite même s'il est très important de remarquer qu'elles existent. Ainsi il y a bien eu bataille politique à la direction de l'EFITU. Il faut citer des extraits de la déclaration de Fatma Ramadan, membre de la direction du syndicat :

« Camarades, travailleurs et travailleuses d'Égypte Depuis bien avant le 25 janvier, vous réclamez vos droits. Vos rassemblements et vos grèves ont continué après la chute de Moubarak pour les mêmes revendications sans réponse. L'armée a négocié, puis les Frères, sans que jamais ces négociations ne portent sur votre droit. Au contraire, ils ont œuvré tous ensemble pour éteindre les étincelles que vous aviez allumées dans les jours sombres des ténèbres, les étincelles de lutte, mêmes si ces luttes étaient en ordre dispersé...

L'armée n'a-t-elle pas cherché à briser vos grèves et vos rassemblements pas la force à Suez, au Caire, au Fayoum, et dans toutes les régions d'Égypte ? N'a-t-elle pas tué un grand nombre parmi vous, ou traduit devant des tribunaux militaires sans autre motif que celui d'exercer vos droits en faisant la grève et des rassemblements pacifistes ? N'ont-ils pas tout fait pour criminaliser cet (exercice) de vos droits, en promulguant une législation ad hoc interdisant au peuple égyptien tout entier de manifester pacifiquement, de faire grève ou de se rassembler ?

Puis Morsy est arrivé avec les Frères et ils ont emboî-

té le pas de Moubarak dans la division et la poursuite de la répression des grèves par la force jusqu'à l'ordre d'utiliser les chiens policiers contre les travailleurs de Titan Cement à Alexandrie. C'est bien Morsy qui a fait cela, par l'intermédiaire de son ministre de l'intérieur et ses hommes. Les officiers de police et l'armée qui chargent aujourd'hui sont bien des tueurs, ceux qui tuent les honnêtes jeunes d'Égypte. Ils sont une arme de puissance contre nous tous, en tout lieu et tout temps, et ils le resteront tant que nous n'aurons pas nettoyé les institutions...

Aujourd'hui, on nous demande de sortir pour autoriser Sissi à de plus en plus de morts. Et nous nous trouvons devant l'association de trois organisations : la Fédération gouvernementale égyptienne des syndicats (ETUF), la Fédération démocratique des travailleurs d'Égypte (EDLC), et la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU) (celle dont je suis membre du comité exécutif). J'ai débattu avec des membres de ce comité exécutif pour qu'ils ne soutiennent pas un appel à nos membres (et au peuple égyptien) à descendre dans la rue ce vendredi pour alimenter l'idée que le peuple, l'armée et la police sont unis, comme il est dit dans l'appel. Je me suis trouvée en minorité, avec quatre membres, contre neuf voix pour la parution de cet appel. Ainsi, ces trois fédérations ont appelé les travailleurs à manifester, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Nous avons donc maintenant le choix entre sauter dans la poêle ou le feu... Ne vous laissez pas berner en remplaçant une dictature religieuse par une dictature militaire... »

Par ailleurs le combat contre le retour de l'armée au pouvoir commence certes par le refus de se soumettre à la manifestation bonapartiste ; mais il supposerait aussi que soit ouverte une alternative politique vers la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan. Dans le combat contre Morsy, par ailleurs aucune force, pas même les « socialistes révolutionnaires » n'ont combattu pour exiger de la direction syndicale qu'elle rompe avec les militaires, que son représentant quitte le gouvernement.

L'armée ayant obtenu le « mandat » qu'elle voulait, va réprimer avec la plus grande violence les manifestations des Frères musulmans, et ce d'autant plus aisément que ceux-ci sont vomis par les masses égyptiennes. Mais en même temps, la violente répression des FM est aussi un message adressé au prolétariat : voilà ce à quoi nous sommes prêts demain contre vous. Demain et même aujourd'hui puisqu'en même temps que les manifestations des FM, l'armée réprime brutalement une grève dans une aciérie à Port Saïd (avec le soutien du ministre du travail issu de la direction syndicale). L'arrestation, puis l'inculpation de Hartem Mohameddain, dirigeant des « socialistes révolutionnaires » qui dans une déclaration fin juillet s'étaient prononcé contre le rétablissement de la dictature militaire, indique bien contre qui se met en place la dictature militaire. Les considérants de l'inculpation sont éclairants : « *Vous êtes inculpé d'appartenance à une organisation clandestine dénommée Les Socialistes Révolutionnaires, d'être membre de sa direction, organisation dont le but est de nier l'autorité de l'État, d'agresser les citoyens et porter atteinte à la paix sociale... Vous êtes inculpé de tentative de changer le type de gouvernement par des moyens terroristes grâce à l'organisation que vous dirigez... Vous êtes inculpé d'avoir créé et dirigé les Socialistes Révolutionnaires qui fait de la propagande en faveur d'imposer la domination d'une classe sociale spécifique sur l'ensemble de la société et de renverser l'ordre social de l'État.* »

Le gouvernement Sissi constitue une tentative de rétablissement de la dictature de Mubarak sans Mubarak (lequel malgré tout et significativement est libéré !). Mais l'affaire n'est pas faite. Le prolétariat est désemparé ; il n'est pas écrasé. C'est entre lui et la dictature militaire que se nouera le prochain affrontement. Ce qui a manqué au prolétariat, c'est un instrument politique, comme le dit Fatma Ramadan elle-même, un parti. Mais ce parti ne peut être qu'un parti révolutionnaire doté d'un programme d'expropriation du capital, y compris du capital possédé... par l'appareil militaire qui en Égypte possède directement une partie très importante des moyens de production.

En France, le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel fait feu de tout bois contre le prolétariat et la jeunesse

S'il est nécessaire de tirer les leçons des derniers événements en Égypte, c'est parce que c'est en Égypte (comme en Tunisie) qu'au cours des deux dernières années le prolétariat a le plus puissamment combattu, renversant la dictature, constituant ou renforçant des organisations syndicales où les travailleurs affluent par dizaines, voire centaines de milliers. Il y a de ce point de vue un incontestable contraste avec la situation des pays capitalistes avancés, en particulier la France. Car, sauf à s'aveugler soi-même on doit bien constater la grande faiblesse de la riposte ouvrière à l'offensive bourgeoise pourtant d'une violence sans précédent contre les conditions d'existence des masses. Cette faiblesse, marquée dans toute l'Europe, l'est aussi en France. Les numéros précédents de *CPS* ont indiqué que le gouvernement avait pu, sans rencontrer d'opposition sérieuse, mener à bien des attaques aussi importantes que le pacte compétitivité et la loi dite de « sécurisation des parcours professionnels ». Évidemment la responsabilité entière de cette situation incombe au PS,

au PCF, aux dirigeants des appareils syndicaux, appareils qui soit soutiennent à l'Assemblée la politique du gouvernement, soit la prennent en charge via le « dialogue social », en éludant tout affrontement avec le gouvernement : c'est le cas des directions syndicales CGT, FO, FSU.

Fort de ses succès, le gouvernement peut passer en cette rentrée à une nouvelle étape de son offensive contre les masses : la contre-réforme des retraites et le budget 2014, budget de guerre contre la Fonction publique et ses agents en constituent les éléments déterminants.

Précisons : le gouvernement, gouvernement bourgeois entièrement dévoué aux intérêts du capital financier, n'a pas le choix. Contrairement à ce que serinent quotidiennement les appareils dirigeants des syndicats, il n'y a pas « *d'autres choix possibles* ». La bourgeoisie française est prise à la gorge. Regagner des parts de marché - ou en tout cas cesser d'en perdre -, rétablir la « compétitivité » suppose de s'en prendre brutalement à la valeur de la force de travail par tous les moyens (baisse des budgets sociaux,

attaque contre les retraites et la Santé, remise en cause des indemnités chômage, baisse du salaire direct). Car il faut le dire, à l'inverse de la pathétique déclaration de Hollande qui le 14 juillet « *sentait* » la reprise, la dégradation de la situation du capital français continue et s'accroît. La production industrielle a baissé de 15% depuis 2008. Le déficit commercial, bonne mesure de la déconfiture du capitalisme français, continue d'enfler. *Le Monde* du 7 septembre nous apprend ainsi qu'il est reparti à la hausse en juillet, la légère décélération du premier semestre étant due non à une augmentation des exportations, mais à une diminution des importations : « *Sur un an, le déficit commercial a atteint 61,3 milliards d'euros. Il s'était établi à 67 milliards en 2012. Au premier semestre 2013, le solde déficitaire a diminué d'1,2 milliard à 30 milliards. Ce léger mieux était dû pour l'essentiel, à l'amélioration de la facture énergétique, les exportations ayant reculé en données semestrielles pour la première fois depuis 2009, ce qui n'est évidemment pas un signe positif.* »

Les premières victimes en sont les masses laborieuses : le chômage ne cesse d'enfler, et même les manipulations statistiques de l'INSEE ne peuvent cacher qu'il y a officiellement plus de 5,1 millions de chômeurs en France.

Pas étonnant que les patrons des grands groupes capitalistes français, que préoccupe non le chômage, mais la diffi-

culté du capitalisme français à encaisser sa part de la plus-value mondiale, sonnent la charge. Dans une tribune libre, les patrons de Pernod, Axa, Saint-Gobain, JC Decaux, Rémy Martin, CapGemini, Alstom, Lafarge, Total, GDF Suez, Société Générale, Air Liquide, BNP Paribas, Schneider Electric, Sanofi signifient au gouvernement leurs exigences : « *La France a perdu un quart de sa part du marché mondial en 20 ans. La dépense publique est insoutenable... Quelles sont les conditions du redressement ? La première est d'engager des réformes de l'ensemble des administrations publiques... Trois réformes majeures sont à mener d'ici la fin de l'année : les retraites, la formation professionnelle et l'assurance chômage. Enfin nous ne pouvons échapper à un débat sur la durée du travail.* » Et comment y arriver ? « *Partons d'abord du constat que réformer notre pays est possible, comme le montre l'accord du 11 janvier, permettant les premières réformes du marché du travail. Les précédentes réformes des régimes de retraite ont déjà permis d'infléchir la tendance des dépenses des pensions. Ceci est le résultat d'efforts coordonnés des partenaires sociaux et de la puissance publique, saluons-le.* » Et de conclure : « *La réponse à ces défis passe par un dialogue ouvert entre les partenaires sociaux et les pouvoirs publics : les entreprises y sont prêtes.* »

Contre-réforme des retraites : plus de deux mois de concertation ininterrompue

Les représentants des grands groupes capitalistes indiquent assez clairement à quoi sert le dialogue social, et quels résultats du point de vue des capitalistes il a déjà permis d'obtenir. Ils peuvent « *saluer* » les « *efforts coordonnés des partenaires sociaux* » - et donc des dirigeants syndicaux. Cet hommage, du point de vue des intérêts capitalistes, est on ne peut plus mérité.

C'est la même méthode qui a conduit à l'annonce par Ayrault le 27 août de la contre-réforme des retraites. Depuis la « *Conférence sociale* » qui s'est terminée le 21 juin, donc depuis plus de deux mois, il ne s'est pas passé un jour sans que les dirigeants syndicaux ne se rendent au ministère pour peaufiner avec le gouvernement et le patronat la contre-réforme. Le résultat est une nouvelle attaque qui prolonge et aggrave les contre-réformes de Chirac-Raffarin en 2003 et de Sarkozy-Fillon en 2010.

Le contenu en est connu. Il y a d'abord prolongation de 2 ans des annuités nécessaires pour bénéficier de la retraite à taux plein. Cela signifie qu'en 10 ans (depuis 2003), l'âge de la retraite aura été reporté de 3 ans pour les travailleurs du privé, de 5,5 ans pour ceux du public. Il y a la baisse du pouvoir d'achat pour tous les travailleurs sous la forme de l'augmentation de la cotisation « *salarié* » qui vient s'ajouter à l'augmentation de la TVA prévue pour financer le « *pacte compétitivité* » et... au blocage général des salaires. Il y a le retardement de 6 mois de la revalorisation des pensions et des retraites. Enfin il y a les mesures dites sur la « *pénibilité* » frauduleusement présentées par les appareils comme les « *points positifs* » de la réforme et qui, en réalité, représentent une grave attaque contre les droits collectifs en matière de retraite (voir plus bas).

Le gouvernement a eu l'incroyable culot de présenter la contre-réforme comme une réforme « *juste* » avec des efforts « *partagés* » entre travailleurs et patrons. Le MEDEF, lui, ne s'y est pas trompé. Sur le perron de Mati-

gnon au terme des deux mois de concertations, ce fut le cri du cœur devant la « *bonne surprise* » : le gouvernement s'était engagé en commençant dès 2014 au moment du vote de la loi de financement de la Sécurité sociale à supprimer les 34 milliards de cotisations correspondant à la « *branche famille* ». La division en branches - et l'impératif d'équilibre pour chaque « *branche* » - procédait déjà d'attaques antérieures contre la Sécurité sociale.

Ce qui demeure, c'est un coup d'une violence inouïe contre la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé. Moscovici a déclaré aux universités d'été du MEDEF que le surcoût lié à l'augmentation de la cotisation patronale vieillesse serait « *intégralement compensé* », ce qui lui valut une véritable ovation. C'est pourtant le dixième de la vérité. Pour n'importe quel travailleur qui fait la soustraction, le gain patronal de la suppression des cotisations « *familles* » se monte à 34 milliards et le surcoût des cotisations vieillesse à 2,5 milliards environ. Le résultat n'est donc pas celui d'une simple « *compensation* » mais celui d'un gain à terme de 31,5 milliards par an. C'est sans doute ce que Hollande et Ayrault appellent « *des efforts partagés* ». Quant aux conséquences de ce cadeau fait aux patrons, on ne va pas tarder à en voir les conséquences : rabotage systématique des allocations familiales (cela a déjà commencé, par exemple avec la prime à la naissance, la réduction d'impôt pour enfant scolarisé dans le secondaire ou à l'université), et sous une forme ou une autre augmentation de l'impôt qui accable les travailleurs. Car le discours sur la nécessité de la « *pause fiscale* » doit bien être compris pour ce qu'il est. Ce qui est au programme, c'est la baisse des impôts pour les patrons et l'augmentation sous toutes les formes de l'impôt payé par les travailleurs et retraités (augmentation de la TVA, fiscalisation de la part retraite liée au fait d'avoir eu trois enfants, augmentation de la CSG pour les retraités, etc.).

Le cadre de la concertation avait été donné par le gouvernement dès juin : augmenter le nombre d'annuités au nom de l'argumentation mensongère du « gain d'espérance de vie » - en réalité la longévité en bonne santé diminue ! Le simple énoncé de ce cadre aurait dû conduire les dirigeants à refuser de discuter de la sauce à laquelle les retraites allaient être mangées. Non seulement les dirigeants syndicaux ont participé, mais leur leitmotiv a été : « *Oui ! Une réforme est nécessaire ! Nous avons des propositions sur le financement ! D'autres choix sont possibles, etc.* ». Il vaut la peine de se pencher un instant sur les « autres choix » en question. Par exemple, la fameuse « *taxation des produits financiers* » qui fait dépendre le montant des retraites de l'évolution du cours de la Bourse... exactement comme dans le système par capitalisation. Ou encore la « *modulation des cotisations sociales selon la politique de l'emploi des entreprises* ». Ce qui revient à proposer une diminution des cotisations pour les « bonnes » entreprises

qui embauchent... ce qui n'est rien d'autre que la politique du gouvernement lui-même !

C'est entièrement sur cet axe qu'a été écrite la lettre publique de Lepaon au Premier ministre quelques jours avant l'annonce d'Ayrault : pas un mot contre le projet du gouvernement mais à l'inverse : « (...) *En premier lieu je vous rappelle que nous étions et sommes toujours demandeurs d'une négociation tripartite entre syndicats de salariés, organisations patronales et gouvernement... sur la part des richesses produites par les entreprises consacrée au financement de la protection sociale... La CGT considère qu'une réforme est nécessaire. Elle doit être destinée à améliorer la situation des retraités actuels et futurs et à favoriser l'emploi et les salaires. C'est en fonction de ces objectifs que les ressources de financement doivent être dégagées.* »

Autrement dit : non pas contre la contre-réforme du gouvernement mais pour une « bonne » réforme...

A quoi sert le discours des dirigeants syndicaux sur la « pénibilité » ?

Mais il faut accorder une analyse particulière à la place de premier choix accordée par les dirigeants syndicaux à la question dite de la « pénibilité ». En soi, l'introduction de cette question est un élément de division du prolétariat. Voyons de quoi il s'agit selon *Metronews* :

« *Comment ça marche ?*

Ouvert pour les salariés du secteur privé exposés à "des conditions de travail réduisant l'espérance de vie", le "compte personnel de prévention de la pénibilité" permettra de cumuler des points: chaque trimestre d'exposition à un facteur de pénibilité donnera droit à un point (deux points en cas d'exposition à plusieurs facteurs). Le nombre de points sera plafonné à 100.

Les points accumulés pourront être utilisés pour suivre des formations afin de se réorienter vers un métier moins pénible, financer un maintien de rémunération lors d'un passage à temps partiel en fin de carrière, ou bénéficier de trimestres pour partir plus tôt à la retraite.

Dix points sur le compte donneront droit à un trimestre (formation, temps partiel ou retraite). Mais les 20 premiers points seront obligatoirement consacrés à la formation. Cinq ans de pénibilité (avec un seul facteur) donneront donc droit à deux trimestres de formation. »

Remarquons que pour l'essentiel les fameux points de pénibilité serviront à financer le chômage partiel et à organiser les reconversions des travailleurs dans le cas des

plans sociaux (nul doute que les dits plans négociés dans le cadre des « accords compétitivité emploi » incluront l'utilisation des « points pénibilité » pour envoyer les travailleurs en « formation »). Mais ajoutons que ce système d'accumulation de points constitue le premier élément de la « réforme systémique » - la retraite par points, promue en particulier par la CFDT, qui consiste à substituer au droit collectif des travailleurs à la retraite (qui peut donc être défendu collectivement), un droit individuel déterminé par les aléas de la carrière.

C'est clair : les appareils ont présenté comme une « revendication » ouvrière, ce qui en réalité est un coin enfoncé dans les droits collectifs. C'est la « pénibilité » qu'ils avaient déjà opposée à la défense des régimes spéciaux en 2007, et c'est au nom de la « pénibilité » qu'en 2010, Thibault avait refusé de se prononcer pour le retrait de la réforme Sarkozy-Fillon. Et, à nouveau, c'est sur la base de cette « revendication » qu'a pu se nouer le « deal » entre les appareils syndicaux, le gouvernement, le patronat visant au bout du compte à présenter la contre-réforme comme comprenant certes des aspects négatifs - quelle que soit la bonne volonté des appareils syndicaux, il est difficile de faire croire à un travailleur que le passage à 43 ans est positif ! - mais aussi des aspects « positifs »... en particulier les fameuses mesures sur la « pénibilité ».

Les « aspects positifs » de la contre-réforme pour ne pas demander son retrait

Le Monde du 27/8 fait dire à un représentant du gouvernement que le but de la concertation et de la formulation finale de la réforme est de « *décrocher quelques mots positifs de Lepaon et Mailly* ». On peut dire que cet objectif a été atteint au-delà de toute espérance. Interrogé sur pourquoi, par exemple, le gouvernement avait priorisé l'augmentation des cotisations (pour les seuls salariés comme démontré plus haut) à l'augmentation de la CSG, Ayrault a pu dire sans risquer de démenti que les syndicats préféreraient cette formule. Ainsi, dans la concertation, les directions syndicales se sont très explicitement prononcées... pour la diminution des salaires, ce que confirme un communiqué FO paru quelques jours avant l'annonce de la réforme.

Au lendemain de l'annonce par Ayrault de sa réforme, un mot est tabou dans les communiqués syndicaux : le mot retrait. Naturellement, ce refus de se prononcer pour le retrait est empaqueté avec une grosse ficelle : « *Pensez donc, dit l'appareil : nous sommes bien plus « ambitieux » que cela ! Nous voulons une « autre réforme » qui garantisse le droit à partir à 60 ans avec le taux plein, etc.* » Ainsi, pour ceux qui veulent bien s'y laisser prendre, l'acceptation de la contre-réforme Ayrault se pare des oripeaux d'un radicalisme purement apparent.

Mais le cœur du discours de l'appareil syndical, après l'annonce d'Ayrault, c'est quand même l'insistance mise sur les « aspects positifs ». En la matière, le pompon doit sans doute être attribué à la direction de la FSU qui, dans

les deux communiqués successifs parus à la suite de l'annonce d'Ayrault, commence par faire part... de sa satisfaction.

Son communiqué du 27 août commence ainsi :

« La FSU a été reçue aujourd'hui par le Premier ministre. Elle prend acte avec satisfaction du renoncement du gouvernement à aligner la Fonction Publique avec le secteur privé qui aurait conduit à dégrader le niveau de pension des fonctionnaires. Elle considère que la prise en compte de la pénibilité ou encore des temps d'apprentissage dans le calcul des retraites comme la volonté affichée de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes sont des pistes intéressantes qui restent à concrétiser. »

Commencer le communiqué ainsi, même si pour la forme ensuite on critique le passage à 43 ans, a un sens que tout

travailleur comprend. Il est vrai qu'à cette étape le gouvernement n'a pas osé liquider purement et simplement le régime Fonction publique. Mais commencer ainsi, c'est dire aux fonctionnaires : le gouvernement vient de vous casser un bras (les 43 ans). Vous devez d'abord le féliciter du fait qu'il ne vous a pas cassé l'autre ! (le régime Fonction publique). Quant à la prise en compte des années d'apprentissage - à supposer que cela se traduise réellement -, le rôle d'une fédération de l'enseignement ne consisterait-il pas à dénoncer une nouvelle mesure en faveur de l'apprentissage, visant à contraindre la jeunesse à renoncer à une formation dans le cadre de l'enseignement public ?

La journée du 10 septembre : un échec pour qui ?

C'est donc sur ces bases qu'a été convoquée la journée de grèves et manifestation du 10 septembre. Le ministre Sapin l'a indiqué avant même son déroulement en faisant part de sa « sérénité » : « Il ne me semble pas que l'objectif de ceux qui appellent à la manifestation soit une confrontation. Ils demandent une modification. » En effet ! L'objectif de ceux qui appellent au 10 septembre était d'éviter absolument toute « confrontation » ou, pour être plus précis, tout affrontement avec le gouvernement.

Le résultat de l'appel dans ces conditions, c'est la grande faiblesse des manifestations, numérique mais aussi politique. Même si on acceptait les chiffres fournis par la CGT de 350 000 manifestants, c'est à comparer avec les quelque 2,5 millions de manifestants de 1995. Le fait que Mailly indique que la « mobilisation » a été de même ampleur que celle du printemps sur la loi flexibilité (on sait comment cela s'est terminé !) indique assez la maigreur des cortèges.

Les dirigeants syndicaux ont fait part néanmoins de leur « satisfaction ». En l'occurrence, il faut croire en leur sincérité. Car du point de vue de leur but - protéger le gouvernement, éviter l'affrontement avec lui - la journée du 10 a parfaitement joué son rôle. Les travailleurs y ont été brutalement confrontés à leur propre impuissance politique.

« L'objectif de la mobilisation n'est pas le retrait du texte, mais de permettre d'améliorer le projet lors des débats parlementaires », souligne Thierry Lepaon. » (AFP) Du reste chacun - gouvernement, dirigeants syndicaux - a tiré les leçons du 10. Ainsi, les dirigeants CGT se contentaient avant le 10 de ne pas dire qu'ils étaient pour le retrait de la contre-réforme. Ils peuvent maintenant mettre le point sur les i et dire très explicitement qu'ils sont contre le retrait :

« Certes, il aurait pu être pire, mais le projet n'est pas acceptable en l'état. Il est à la fois injuste et inefficace

économiquement. Il y a également besoin de concrétiser certains engagements positifs de la réforme. Les trois sujets sur lesquels la CGT, avec d'autres, se bat depuis plus de vingt ans, et que sont la pénibilité, l'égalité entre les femmes et les hommes, et la validation des années d'études pour la jeunesse, vont être inscrits dans la loi. C'est appréciable. La difficulté qui demeure sur ces points, c'est qu'il y a un décalage entre l'ambition affichée et les réponses apportées. » déclare Lepaon à l'Humanité le 10 septembre. Il faut donc réclamer que la réforme Ayrault soit à la hauteur de ses ambitions ! Quant à Mailly, le même jour : « Sur la pénibilité, c'est positif et cela est le résultat de notre pression. Mais sur les 43 annuités pourquoi décider tout de suite alors que l'on met en place un Comité de pilotage ». Ce qui signifie que d'ores et déjà Mailly se porte candidat à être membre, s'il y est invité, dudit comité de pilotage de la réforme.

On mesure là le degré « d'opposition » des dirigeants syndicaux à la contre-réforme. Quant à la suite, c'est le même dispositif qui a conduit à la défaite sans combat sur la loi flexibilité : la démarche auprès des parlementaires (en général, UMP compris) pour faire « évoluer » la loi.

Le gouvernement lui aussi a tiré les leçons. Dès le lendemain, il annonçait son projet de budget et en rajoutait une louche : ce sera finalement entre 15 et 20 milliards de réduction des dépenses (c'est-à-dire de restriction de crédit pour la Fonction publique) avec l'ensemble des réductions de poste revues à la hausse, la réduction du plafond de réduction d'impôt lié au quotient familial, et en même temps le projet de diminution de l'impôt sur les bénéfices et la disparition de l'imposition à 75% - même si celle-ci n'avait jamais réellement existé, sa disparition officielle a évidemment un sens qui n'échappe à personne. Décidément, Hollande a bien mérité le titre que lui donne *Libération* dans un instant de lucidité : « Hollande président des patrons ».

Malgré les conditions les plus difficiles pour la classe ouvrière...

Ne nous masquons pas la réalité : la possibilité pour les travailleurs d'infliger une défaite politique sur la contre-réforme des retraites est lourdement hypothéquée. Pèsent sur eux de tout leur poids les défaites passées sur la même question en 2003 et 2010. En particulier, il faut rappeler qu'en 2010 les travailleurs ont été promenés une bonne dizaine de fois dans des manifestations inoffensives, invi-

tées à répétition à faire le tour de la ville sans aucun danger pour le gouvernement Sarkozy-Fillon. A ce moment-là, les manifestations étaient aussi nombreuses qu'impuissantes.

Il faut ajouter à cela le désarroi politique lié au fait que le gouvernement PS- Radicaux-Verts développe une politique anti-ouvrière à un degré encore supérieur à celui de

Sarkozy-Fillon. Certes le vote Hollande, le vote PS-PCF aux législatives était un vote sans grande illusion sinon peut-être que ce serait « moins pire ». Or c'est bien pire dans une situation où il n'y a aucune tendance au surgissement d'une quelconque force politique significative sur un programme de rupture avec le capitalisme. Et surtout pas le « Front de Gauche » dont aujourd'hui la crise révèle le souci principal en particulier au PCF : préserver par une alliance avec le PS, les radicaux, les Verts, ses places aux municipales pour préserver les conditions matérielles d'existence de l'appareil !

Enfin, le poids des défaites récentes sur la loi flexibilité comme sur les innombrables « plans sociaux » de licenciement accable le prolétariat. *Le Monde* du 29 août écrit : « *Le cours des restructurations ne s'est pas tari. Il a même flambé de 27% au premier semestre par rapport à la même période de 2012 avec 468 plans à fin mai contre 367 un an plus tôt.* » Mais, nous prévient le même article, « *les conflits sociaux sont moins spectaculaires qu'il y a un an* », et explique pourquoi en donnant la parole à une « spécialiste » de droit social : « *Nous sommes face à un changement fondamental. Avant, lors d'une procédure économique, il y avait l'employeur, le Comité d'entreprise et le juge. Maintenant les plans sociaux sont négociés avec les organisations syndicales et l'administration du travail qui l'homologuera. Le juge n'est plus dans le processus.* » Avant... c'était avant la loi du 14 juin dite par antiphrase de « *sécurisation de l'emploi* ».

Ainsi appuyée sur la collaboration des directions syndicales, la loi flexibilité permet que les plans sociaux passent sans encombre, signés par les directions syndicales... y

... ouvrir une perspective de combat à la classe ouvrière et la jeunesse

Mais en réalité, il n'y a pas de fatalité de la défaite pour le prolétariat. Tout dépend des conditions politiques dans lesquelles il est amené à combattre. Ce qui détermine aujourd'hui ces conditions politiques, c'est la coopération étroite des dirigeants du mouvement ouvrier, plus particulièrement celle des dirigeants syndicaux en particulier avec ce gouvernement et son offensive anti-ouvrière.

À ce titre, il faut affirmer qu'il ne fait aucun doute que si les dirigeants syndicaux se prononçaient de manière claire et nette pour le retrait du projet de loi du gouvernement sur la contre-réforme des retraites, s'ils appelaient dans l'unité à une manifestation sur cet objectif à l'Assemblée nationale pour contraindre les députés PS-PCF qu'ils ont élus de ne pas la voter, les travailleurs répondraient à un tel appel en masse.

Il faut donc partout où cela est possible avancer d'ici le début de la discussion parlementaire cette perspective politique comme il faut combattre pour imposer aux dirigeants qu'ils annoncent qu'ils ne participeront pas au « *comité de pilotage* » de la réforme.

Ce serait là la seule manière de briser l'offensive gouvernementale dont les prochaines étapes sont l'adoption du budget et de la loi de financement de la Sécurité sociale.

compris celle de la CGT comme à Pilpa où les 99 personnes ont été licenciées : « *Un accord (y) a été signé entre la direction et la CGT, le 8 juillet. Il porte sur les indemnités de licenciement, la formation et prévoit que le propriétaire, le groupe britannique R&R Ice Cream donne 1,045 million d'euros pour aider à la création d'une coopérative, projet porté par 36 salariés.* »

À une tout autre échelle, la défaite à PSA - après que la direction LO de la CGT a pendant des mois combiné grève minoritaire et « négociation » pour un « bon » plan avec la direction, en interdisant l'expression de toute voix se prononçant pour le retrait du plan, le maintien de tous les postes de travail - pèse de tout son poids sur toute la classe ouvrière.

On se demande ce qui l'emporte de l'inconscience ou du cynisme pour que Lutte Ouvrière qui se targue de son rôle dirigeant à PSA Aulnay, puisse, après le licenciement de 11000 travailleurs conclure le long article consacré à la « grève » dans la revue *Lutte des classes* (20 juin 2013) : « *La lutte menée en commun a créé des liens, une solidarité, une fraternité, qui ont transformé tous ceux qui ont participé à ce combat. Aucun des grévistes ne ressort de ces quatre mois identique à ce qu'il était le 15 janvier 2013. Alors, ne serait-ce que pour tout ce qui a été appris, cette grève a été une victoire.* » Une « victoire » ! Le mot résonne comme une insulte non seulement aux oreilles des milliers d'ouvriers de PSA licenciés, mais au-delà de celles de tous ceux qui, confrontés au plan de licenciement y voient comme l'illustration de l'incapacité à faire reculer les capitalistes dans leurs plans !

Mener cette bataille, c'est le premier pas d'une organisation commune avec les éléments les plus conscients du prolétariat et de la jeunesse.

Avec eux, doit être engagée la discussion sur : quel programme pour la constitution d'un véritable Parti Ouvrier Révolutionnaire ? Comment en finir avec le chômage de masse sinon par l'échelle mobile des heures de travail, c'est-à-dire le partage des heures de travail entre tous les travailleurs sans diminution de salaire, et au-delà, par l'organisation de la production non plus pour le profit des capitalistes mais en fonction des immenses besoins insatisfaits des masses en matière de logement, de santé, etc. ; ce qui est impossible sans l'expropriation des grands groupes capitalistes ? Et évidemment, le combat pour l'expropriation du capital suppose lui-même le combat pour un véritable gouvernement ouvrier.

Ainsi, pourront être faits les quelques pas, nécessairement limités dans un premier temps, du regroupement pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire et, à l'échelle internationale, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire. C'est le but de notre bulletin : *Combattre Pour le Socialisme*.